

L'Angola stabilise ses équilibres macroéconomiques en 2025, mais demeure fortement contraint par sa dépendance pétrolière et des tensions sociales persistantes à l'horizon 2026

L'économie angolaise connaît une phase de transition caractérisée par une croissance modérée mais davantage tirée par le secteur non pétrolier, dans un contexte de déclin structurel de la production d'hydrocarbures. La désinflation engagée depuis 2024 renforce progressivement la crédibilité monétaire, bien que les pressions sur le pouvoir d'achat restent élevées.

Sur le plan budgétaire, les autorités font face à un équilibre fragile, marqué par une hausse des dépenses et une forte contrainte liée au service de la dette. Si les indicateurs d'endettement s'améliorent, la vulnérabilité demeure élevée en raison d'une exposition accrue aux marchés financiers.

Parallèlement, les réformes structurelles s'intensifient (privatisations, gouvernance financière, ajustement tarifaire), dans un contexte social sensible. La position extérieure reste globalement solide, mais dépendante du pétrole. Enfin, la diversification économique progresse, mais reste lente et contrainte par des facteurs structurels persistants.

1 - Évolution de la croissance du PIB et dépendance au pétrole

Après une croissance robuste en 2024 (+4,4 %), l'activité économique angolaise demeure modérée mais résiliente, atteignant environ 3,1 % en 2025. Elle repose désormais principalement sur le secteur non pétrolier, en progression de plus de 5 %, tandis que le secteur pétrolier continue de se contracter.

Cette divergence s'explique par une baisse structurelle de la production pétrolière (-40 % en dix ans, autour de 1,03 Mb/j en 2025), le dynamisme de secteurs alternatifs (industrie manufacturière, services, agriculture), ainsi que l'essor de l'industrie manufacturière, avec des hausses significatives de production. Ceci confirme la recomposition progressive du tissu productif, même si le pétrole reste central en termes d'exportations, de recettes fiscales, et d'influence sur la croissance globale. Le récent choc pétrolier (hausse des prix liée aux tensions géopolitiques dans le Golfe) offre un répit conjoncturel, mais accentuent le risque de dépendance prolongée.

2 - Désinflation incomplète et crédibilité monétaire sous tension

Après un pic supérieur à 30 % à l'été 2024, la désinflation s'est accélérée en 2025, avec une inflation annuelle ramenée à 15,7 % en fin d'année (niveau nettement inférieur aux anticipations de début d'exercice) et 12,42 % en avril 2026.

Cette amélioration s'explique par le maintien d'une politique monétaire très restrictive par la Banque nationale d'Angola (taux directeur à 19,5 % sur l'essentiel de l'année 2025) ; la stabilisation durable du taux de change, autour de 912 AOA/USD depuis octobre 2024 ; l'atténuation progressive des effets liés à la dépréciation du kwanza en 2023 ; un meilleur approvisionnement en devises.

La BNA a amorcé un assouplissement monétaire mesuré (taux directeur abaissé à 17,5 %), tout en maintenant un cadre restrictif afin de préserver la stabilité. Cette performance renforce la crédibilité de la BNA et constitue l'un des principaux acquis macroéconomiques. Elle reste toutefois partiellement réversible, dans un contexte marqué par une inflation qui reste élevée avec des tensions persistantes sur les prix alimentaires et des transports ; les ajustements administrés (énergie, transports) ; la fragilité des équilibres budgétaires ; et les importantes disparités régionales. La crédibilité monétaire progresse, mais demeure fragile et dépendante des équilibres externes.

Perspectives 2026 : Sous l'hypothèse d'un maintien de la discipline monétaire et d'une relative stabilité du taux de change, l'inflation pourrait poursuivre sa décrue en 2026, pour s'établir dans une fourchette de 10–12 %. Ce scénario demeure conditionné à l'absence de choc pétrolier négatif ; à une maîtrise des

dépenses publiques à l'approche des échéances électorales ; et à une poursuite graduelle, mais prudente, de l'assouplissement monétaire.

3 - Équilibre difficile des finances publiques

Après un quasi-équilibre en 2024, le solde budgétaire s'est nettement détérioré en 2025, avec un déficit estimé autour de 3-4 % du PIB. Cette dégradation résulte de la baisse des recettes pétrolières ; de la faiblesse persistante des recettes non pétrolières, et de la hausse des dépenses courantes et d'investissement (+23%), dans un contexte social tendu.

Le service de la dette absorbe environ 47 % des dépenses publiques, limitant les marges de manœuvre. Des efforts d'assainissement sont engagés avec un apurement des arriérés (plus de 500 M USD prévus en 2026), une mobilisation accrue des ressources internes, la poursuite des privatisations (PROPRIV). Cependant, des fragilités structurelles persistent telles la faible mobilisation fiscale (évasion massive), les arbitrages budgétaires défavorables aux secteurs sociaux, et la dépendance aux recettes pétrolières.

Perspectives 2026 : Les finances publiques devraient rester sous tension en 2026 : à hypothèses de prix du pétrole proches de celles de la loi de finances (61 USD/baril), le déficit pourrait se maintenir autour de 2-3 % du PIB malgré les efforts d'ajustement, la charge de la dette – toujours très élevée – continuant de contraindre fortement les marges de manœuvre et de peser sur l'investissement, notamment social. La trajectoire budgétaire demeurera ainsi étroitement dépendante des cours du pétrole : un maintien à des niveaux élevés ($\geq 90-100$ USD/baril) offrirait un répit (retour à l'équilibre, voire excédent), tandis qu'un repli des prix raviverait rapidement les tensions de liquidité. Dans ce contexte, la consolidation reposera surtout sur des arbitrages de dépenses et des ajustements conjoncturels, les réformes structurelles produisant des effets encore limités à court terme, avec un risque persistant de sous-investissement et de pressions sociales accrues à l'approche des échéances de 2027.

4 - Réformes sensibles en cours dans un contexte social tendu

La réforme des subventions aux carburants, pilier de l'ajustement budgétaire, a atteint ses limites politiques en 2025. L'augmentation du prix du gasoil à l'été a déclenché des mouvements sociaux d'ampleur, révélant la très faible capacité d'absorption sociale des réformes.

Dans un pays où 40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté extrême (< 3 USD/j) ; le taux de chômage s'élève à 20 % selon une nouvelle méthode de calcul (27 % selon l'ancienne) et près de la moitié des jeunes. Les services sociaux restent chroniquement sous-financés.

La poursuite des réformes des subventions aux carburants apparaît politiquement risquée. Le calendrier de suppression complète des subventions a été repoussé à 2028.

Les autorités poursuivent toutefois des réformes ambitieuses, avec des privatisations (plus de 120 actifs cédés depuis 2019), un renforcement de la gouvernance financière et bancaire, l'amélioration du climat des affaires (accords de facilitation des investissements avec l'UE, rôle accru des institutions internationales).

Parmi les réformes envisagées les plus sensibles, on retiendra la hausse progressive des tarifs de l'eau et de l'électricité (jusqu'à +60 % d'ici 2028), la restructuration des entreprises publiques, le durcissement des exigences réglementaires (banques, lutte anti-blanchiment).

Ces mesures, qui visent la soutenabilité économique, comportent un risque social élevé (pouvoir d'achat contraint), un contexte de perception persistante de corruption, et une pression accrue sur la population.

Perspectives 2026 : la contrainte sociale limitera fortement toute marge de manœuvre budgétaire supplémentaire à l'approche des élections de 2027. Les autorités envisagent de poursuivre la réforme des subventions aux carburants (sans toucher le prix à la pompe).

5 - Trajectoire améliorée de la dette publique, qui reste toutefois vulnérable

La dette publique se stabilise sous 60 % du PIB en 2025, en nette amélioration par rapport au pic de 2020. Toutefois, cette amélioration masque une forte vulnérabilité structurelle. Plus de 80 % de la dette est libellée en devises ; les échéances de refinancement restent élevées et l'accès aux marchés internationaux demeure prohibitif. Les derniers indicateurs de dette montrent une amélioration

apparente avec un ratio dette/PIB ramené à environ 50,5 % (contre 69 % en 2021) – 50,1 % selon Fitch Ratings et 45 % selon S&P Global Ratings – amélioration qui masque plusieurs vulnérabilités : la hausse du stock de dette (plus de 68 Md USD, dont 54 Md USD [+16 %] pour la dette externe), un recours accru aux marchés financiers (eurobonds, obligations samourais, TRS), avec des coûts d'emprunt plus élevés. La stratégie gouvernementale actuelle repose sur une diversification des sources de financement (Asie, instruments innovants), un refinancement actif (échanges de dette, maturités allongées), une réduction de la dépendance aux créanciers bilatéraux, notamment chinois. Toutefois, les risques restent élevés : exposition au risque de change, dépendance aux conditions de marché, et poids important du service de la dette.

Perspectives 2026 : la soutenabilité de la dette restera très sensible à l'évolution du kwanza et des cours pétroliers, Une première émission d'Eurobonds en mars 2026 a remporté un vif succès auprès des investisseurs.

6 - Position extérieure solide mais moins confortable

La balance courante, excédentaire en 2024, s'est fortement contractée en 2025 (autour de 1 % du PIB). Les réserves de change, 15,9 Md USD, demeurent proches du seuil de confort du FMI (7,6 mois d'importations), mais leur tendance est orientée à la baisse. La stabilité nominale du kwansa, opérée dans un cadre administré, a soutenu la désinflation, sans pour autant constituer un régime de change explicitement prévisible ou institutionnalisé.

La position extérieure demeure globalement robuste, avec un accès maintenu aux marchés internationaux (eurobonds sursouscrits), et une diversification progressive des partenaires financiers.

Cette solidité est toutefois relative, avec une forte dépendance aux exportations pétrolières, une vulnérabilité aux chocs de prix, et un écart statistique sur la dette extérieure révélant des risques mal appréhendés.

Les grands projets d'infrastructure (corridor de Lobito, nouvel aéroport de Luanda) et l'intérêt accru d'acteurs internationaux (BM, SFI, UE, USA, pays du Golfe) renforcent l'attractivité du pays, mais exigent une gouvernance rigoureuse, et une transparence accrue des partenariats.

Perspectives 2026 : un choc pétrolier négatif ou une reprise des sorties de capitaux pourrait rapidement fragiliser la position extérieure.

7 - Vers une diversification compliquée de l'économie

Malgré les priorités affichées dans le PDN 2023-2027 (capital humain, corridor de Lobito, agriculture, logistique), la transformation du modèle économique reste lente. La diversification progresse mais reste limitée et inégale.

Les principaux signaux positifs récents sont la bonne croissance du secteur non pétrolier, la hausse des IDE hors pétrole (x2,7 en 2025), le développement visible de l'industrie manufacturière, les projets structurants (corridor de Lobito, gaz naturel de Quiluma, infrastructures).

Les initiatives clés concernent les investissements dans l'agriculture et l'agro-industrie, le soutien des institutions internationales (SFI, Banque mondiale, BAD, DFC, UE, AFD), et le développement logistique et régional.

Les limites persistantes sont les IDE non pétroliers qui ne représentent encore que 10 % du total, les contraintes structurelles (financement, logistique, réglementation), la dépendance aux importations, et la lenteur des réformes institutionnelles et l'insécurité juridique et fiscale.

La diversification apparaît donc comme un processus engagé mais encore fragile, nécessitant des réformes profondes et durables, avec production pétrolière qui devrait rester atone jusqu'en 2027-2028, retardant toute amélioration durable des équilibres externes et budgétaires.

L'Angola se trouve dans une phase charnière : les fondamentaux macroéconomiques s'améliorent progressivement, mais restent fortement dépendants du pétrole et exposés aux chocs externes.

Les autorités ont engagé des réformes importantes et une stratégie de diversification crédible, mais leur succès dépendra de la consolidation de la gouvernance économique, la stabilisation du cadre macrofinancier, et la capacité à concilier ajustement économique et acceptabilité sociale. À moyen terme, le principal enjeu reste la transformation structurelle de l'économie, condition indispensable à une croissance durable et inclusive.